



Communiqué du Maire

Vendredi 23 septembre 2011

PSA : L'ETAT DOIT GELER LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Le comité central d'entreprise extraordinaire du groupe PSA Peugeot, qui s'est tenu hier, a une nouvelle fois confirmé les multiples craintes exprimées par les salariés, notamment lors de la découverte d'une note interne de leur direction en juin dernier, d'un possible démantèlement du site d'Aulnay-sous-Bois après les élections présidentielles de 2014.

D'après les syndicats, plus de 400 emplois seraient directement menacés dans la seule usine d'Aulnay et 10% au total de l'ensemble du personnel du premier groupe automobile français pourraient être sur la sellette. Une telle perspective constituerait pour notre commune un séisme social.

Le 1^{er} juillet dernier, le ministre de l'Industrie Eric Besson s'était engagé, en recevant une délégation pluraliste d'élus de Seine-Saint-Denis, à refuser le désengagement d'Aulnay du constructeur automobile, rappelant que celui-ci avait bénéficié, au plus fort de la crise, des subsides de l'Etat.

Je demande solennellement au gouvernement de tenir à présent sa parole et de prendre toutes ses responsabilités afin que le groupe automobile poursuive son développement en France, et que l'emploi et la production soient maintenus sur le site aulnaysien. Un gel des licenciements doit être d'ores et déjà prononcé. Il est également nécessaire qu'un observatoire du site soit mis en place par les autorités avec la participation des représentants syndicaux et des élus.

Dans tous les cas, la municipalité d'Aulnay-sous-Bois renouvelle sa totale solidarité avec les salariés et les assure de son entier soutien dans le bras de fer engagé avec leur direction.